
COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA FNEC FP FO 27

UNE RENTREE SCOLAIRE INADMISSIBLE

Après les annonces du Ministre, plus que jamais : tous en grève le 10 novembre !

A Evreux : rendez-vous à 14h devant l'inspection académique

A Rouen : rendez-vous 11h place des faïenciers, manifestation en direction du rectorat

La rentrée scolaire dans les écoles, collèges et lycées s'est effectuée sous le choc de l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, le 16 octobre dernier, après ses cours, devant son collège de Conflans Saint Honorine.

Cet assassinat d'un enseignant en raison de l'exercice de ses fonctions soulève tristesse et indignation chez tous les personnels. Il inquiète évidemment tous les collègues qui se demandent s'ils peuvent compter sur la protection de l'institution qu'ils servent.

La FNEC FP-FO a d'ailleurs demandé qu'il soit donné suite à la demande de saisie du CHSCTD 78 pour l'ouverture d'une enquête sur les mesures de protection mises en place par le rectorat pour Samuel Paty.

Cette rentrée a été un nouveau feuilleton à épisodes qui s'est succédé à quelques heures d'intervalles mêlant comme d'habitude ordres et contrordres permanents en guise de préparation de la rentrée du 2 novembre, un Nième protocole sanitaire tout aussi inapplicable que les précédents et une nouvelle circulaire pour un renforcement des mesures de protection des agents publics qui reprend pour l'essentiel les textes en vigueur que notre hiérarchie est incapable de mettre en pratique !

Ainsi, sur leurs derniers jours de congé, sans communication officielle de leur ministère, les personnels, dont les directeurs d'écoles et chefs d'établissement recevaient des informations sur BFM TV pour organiser cette rentrée peu ordinaire : rentrée à 10h00, heures banalisées à l'échange des personnels entre eux, activités pédagogiques imposées en dépit de la liberté pédagogique, minute de silence, etc. Tout ceci pour apprendre samedi que finalement la rentrée se fera aux horaires habituels sans temps de concertation.

Ces informations sans cesse changeantes ont suscité la colère des personnels mais aussi des familles.

Imposer des contenus aux personnels, faire intervenir des « membres de la communauté éducative » et des élus dans les écoles, c'est tout le contraire de la laïcité définie dans l'article 1 de la loi 1945 qui prévoit que « *la République assure la liberté de conscience.* »

Ce gouvernement, dans la continuité de ses prédécesseurs, n'a de cesse d'attaquer l'instruction, de remettre en cause la laïcité, ouvrant en grand les portes de l'École aux pressions et aux conflits de l'extérieur.

Pour la FNEC FP FO27, c'est inacceptable ! Le mépris des personnels, le mépris des statuts, le mépris de l'école publique, ça suffit !

Pour protéger les personnels, le ministre doit satisfaire leurs revendications : la FNEC FP FO 27 exige le strict respect de la liberté pédagogique et de la laïcité, que le gouvernement donne aux personnels les moyens d'exercer leurs missions et que cessent les contre-réformes. Il faut redonner la pleine autorité aux enseignants. Les collègues veulent travailler normalement et être libres de choisir la manière et le cadre dans lequel ils pourraient évoquer le drame survenu avant les congés.

Ils veulent pouvoir être défendus et soutenus par leur hiérarchie.

De plus, alors que le gouvernement invoque une circulation accrue de la covid19 pour confiner la population, aucune mesure de protection supplémentaire n'a été prise depuis la rentrée pour nous protéger et encore moins pour protéger les personnels vulnérables au virus.

Les personnels sont envoyés en première ligne pour accueillir les élèves dans des conditions qui ne garantissent pas la sécurité sanitaire au regard du manque de moyens de protection : masques, gel, tests de dépistage en nombre insuffisant, distanciation impossible à mettre en œuvre dans des classes à 30 voire 35 élèves et des établissements qui regroupent jusqu'à 1800 élèves.

Les services d'urgence et de réanimation arrivent à saturation. Où sont donc passés les 14 000 lits promis ? Ce gouvernement et les précédents n'ont eu de cesse de fermer des lits créant une saturation des hôpitaux. Les seules mesures qu'il prend consistent à réduire les libertés démocratiques et individuelles pour répondre uniquement aux commandes du MEDEF.

Depuis le 28 octobre, le président de la République a annoncé que les écoles, collèges et les lycées resteront ouverts et qu'ils appliqueront un protocole sanitaire « renforcé » avec aération des locaux, limitation du « brassage » des groupes d'élèves, distanciation et désinfection.

Le président croit-il que depuis cette rentrée les choses ont changé, que les locaux ne sont plus exigus, que les couloirs ont été agrandis, que les effectifs ont diminués ?

A-t-il répondu favorablement à la demande des fédérations d'enseignement, des parents d'élèves et des lycées à recourir massivement à la liste complémentaire pour alléger les effectifs par classes et remplacer les professeurs absents ?

Bien sûr que non.

Le gouvernement déclare vouloir protéger l'École et les enseignants alors qu'il continue à supprimer des postes à cette rentrée comme à la prochaine ?

La FNEC FP FO27 rappelle qu'à l'hôpital, on veut des personnels et des lits. A l'école, on veut des postes et des classes !

Quant au port du masque obligatoire pour les élèves dès la classe de CP, doit-on comprendre que les enfants qui n'étaient pas vecteur de contamination le sont devenus pendant les vacances et que les enseignants du premier degré prennent des risques depuis 8 mois ?

Rappelons que les masques de marque DIM étaient certainement toxiques du fait de leur traitement à la zéolite d'argent, mais sommes-nous vraiment protégés avec la nouvelle dotation alors que seuls les masques FFP2 sont reconnus protecteurs par le code du travail ?

Qui peut croire ce gouvernement qui refuse d'abroger le jour de carence et de reconnaître la COVID 19 en maladie professionnelle alors que depuis le reconfinement, les enseignants n'ont plus que leur lieu de travail comme risque d'exposition ?

Qui peut le croire quand son ministre veut revaloriser les enseignants au travers d'un « Grenelle », véritable mascarade où c'est la société civile, à l'image du rugbyman Pascal Papé ou du pédopsychiatre Marcel Rufo, qui est chargée de proposer des pistes sur les missions et les salaires des personnels de l'Education Nationale ?

La FNEC FP FO 27 a lancé une procédure d'alerte auprès du DASEN le 31 octobre à la vue des conditions de rentrée. Cette rentrée a eu des conséquences importantes sur les personnels notamment les directeurs et directrices d'école, sur les épaules desquels encore une fois tout reposait.

Le droit à la déconnexion non respecté, les masques fournis par l'administration qui sont arrivés parfois le mardi soir ou qui étaient en attente à 35 km des écoles, le travail supplémentaire et chronophage infligé aux directeurs et chefs d'établissement : tout ceci est inadmissible et a déjà mis des collègues en arrêt !

La FNEC FP FO 27 appelle l'ensemble des personnels à faire valoir leurs droits, à exiger collectivement le respect de leur santé et de leur sécurité et à se réunir en assemblée générale et à établir leurs revendications pour préparer la grève nationale dans l'Education le mardi 10 novembre pour obtenir satisfaction.